

« DOBLE ZÉRO »

La crisi economica que gançalha lo monde liberau, « sistemica » coma se ditz ara, a d'efièchs despariers. A vista de nas, la scèna politica exagonala d'encuei es un teatre dei manòbras tuergas d'una drecha au sòu que cèrca son camin de Sant Jaume. Es tanben lo luec dei rescòntres improbables d'un electorat populari, dei classas mejanas e d'una senèstra elegida, fa siès mes, dins l'espèra d'una politica diferenta de la drecha. Degun pòu dire çò que se passarà deman, mai l'espectacle de la politica dau jorn a la jornada es dau jamai vist dempuei de temps ! Qu'es pas lo triple A reduch a dos qu'es en causa, lo charavari es enluec...entre dos ego passats de l'escarniment a l'escande de pelhaies. Per la drecha orfanèla, la guèrra dei pichonei caps es au paroxisme : resultats de la votacion refusats, sonada a referendum, creacion d'un grop filhonista independent au parlament e ultimatom de Sarkozy de quitar lo chaplàs. La totala, qué !

A senèstra, es pas mieus : la politica d'austeritat dau government a monstret fòrça compreson per d'unei « colombs » e lo grand patronat. Sa politica repressiva (Auròra Martin, Ròms, immigracion...) s'es calcada sus aquela de la drecha. Lei grandei trabalhs son pas arrestats (iter, EPR-nuclear, LGV...) maugrat lo deute. Pasmens, non pòt ignorar aqueste poder lei ciutats de la paurilha, leis usinas barradas, lo monde que tomban en dolilha. L'apogèu es dins la repression dau monde paisan en pais nantés. Lei « fòrças de l'òrdre » se liuran a de violéncias incrediblas en temps de patz còtra de manifestants pacifics en majoritat. Se lei paisans rebecan, es en causa de la consciéncia dau darrier combat (per 1% dei paisans que fan lei badalhs !) contra sa disparicion. Leiçon durassa que lei salons elisèus an de ressons ensordits dins lo Centre-Capitala.

Aquestei dos partits de la politica d'Amont s'acaptan la realitat sociala e leis enjeucs de deman per la planèta. Pasmens de solucions son possiblas per crear d'emplecs e respondre ais enjeucs climatics coma a la conversion socio-energetica. Semblan ignorar que leis aventuras fòrça mai dangeirosas son totjorn la resulta dei politics de poder per eu. Tot aquò se fa a bèl esprèssi sens se rendre compte que lo FN es a l'agachon. Tot aquò sente coma un peis pòirit. Siam dins lo doble zéro de la politica.

Gerard TAUTIL

Traduccion : <http://locebie.free.fr>

MÉTROPOLE ?

Les régionalistes n'ont jamais aimé les métropoles. D'abord parce qu'elles ne correspondent pas, du moins en général, à leurs « pais », qu'elles sont souvent inhumaines, ensuite parce qu'elles menacent, quand elles sont déclinées dans leur version libérale, les institutions régionales. Enfin parce que l'expérience métropolitaine que nous avons connue a tout pour inquiéter. En effet la métropole Nice-Côte d'Azur actuelle n'a guère de sens. Des gobies aux edelweiss, l'Estropole a été une véritable annexion territoriale.

A l'inverse, celle envisagée sur Aix, Marseille, Aubagne, Fos, l'Etang de Berre, a du sens, ou pourrait, sous condition, en avoir. Depuis toujours nous plaidons pour que ces villes se parlent. Parce que cet espace correspond aussi et c'est fondamental, à un **bassin de vie**. Les populations s'y déplacent pour travailler, pour habiter, pour consommer, se soigner... **Seuls la pression citoyenne et le suffrage universel direct** feront qu'on prendra à bras le corps les questions liées au transport, au logement, à l'emploi... Pour faire émerger une vraie vision de territoire et apporter des solutions adaptées, pour favoriser les contre-pouvoirs citoyens, la métropole est plus pertinente que les regroupements inter-communaux actuels. Mais ne nous y trompons pas : la future organisation métropolitaine Aix-Marseille-Aubagne-Etang de Berre-Fos-Salon n'a en rien vocation à concerner d'autres territoires. Nous avons suffisamment combattu la réforme territoriale de 2010 voulue par Nicolas Sarkozy pour refuser de plaquer des modèles sans les confronter aux réalités de terrain. En ce sens je préférerai la métropole aux regroupements intercommunaux actuels.

Rajoutons enfin, que vision unifiée ne signifie en rien vision unique. Les identités actuelles aixoises, aubagnaises, salonaises, marseillaises ..., doivent être respectées et valorisées. Elles sont des facteurs de développement et d'épanouissement économique, écologique, social et culturel. La métropole comprend de nombreuses centralités et c'est un formidable atout. Elles sont à intégrer, en tant que telles, dans le modèle de gouvernance à mettre en place. Elles n'ont pas vocation à se dissoudre ni à disparaître. Elles fondent le caractère multipolaire tout à fait original de la métropole.

Les liens région - métropole provençale doivent être pensés. Hors de question de se lancer dans des transferts de compétence Région-Métropole. Pour autant si cette métropole nous permettait, pour la première fois, de **supprimer un département, celui des Bouches-du-Rhône** en l'occurrence, ce serait une vraie opportunité. En finir avec les départements est aussi une vieille revendication régionaliste. Le bassin de vie métropolitain représente 80% du département et 90% de sa population. Avec une métropole constituée, l'institution départementale des Bouches-du-

Rhône n'aurait plus de sens. Il est vrai que le territoire d'Arles n'est pas concerné par la dynamique métropolitaine. Mais il ne l'est guère plus par les Bouches-du-Rhône, car il a visiblement un destin commun avec Nîmes et le Nord du Vaucluse.

Les liens entre les communautés de communes en place et la Région sont d'ores et déjà pour le moins problématiques. Donc sur la question de la métropole **provençalo-marseillaise**, et sur cette seule question, sous réserve qu'on affirme le rôle incontournable joué par l'institution régionale sur l'économie et l'aménagement du territoire ; sous réserve qu'on en confirme le caractère polycentrique, on peut être favorable à une métropole solidaire sur l'espace sus-cité. Une solidarité également à affirmer avec les territoires fournisseurs de ressources comme celle de l'eau.

Ce territoire « métropolitain » est socialement en grand danger comme l'est globalement la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et tout spécialement sa bande littorale provençale. Sur 100 quartiers pauvres en France, 25 sont dans notre région dont 23 à Marseille. Affirmer notre solidarité avec tous les espaces métropolitains me semble un devoir social d'une part, mais aussi un devoir global.

Une société duale ne nous intéresse pas. Nous sommes totalement favorables aux mixités sociales, intergénérationnelles... La métropole peut être un moyen d'avancer vers cette société. Du reste ce cheval de bataille a été enfourché par des personnalités comme Philippe Langevin qui sont d'excellents connaisseurs de ce territoire. Un territoire qui s'enfonce dans le marasme avec des poches de vieux riches et de jeunes pauvres. Double marasme s'il en est.

Quand certains maires qui ont rapatrié la Taxe Professionnelle de Plan de Campagne, et les taxes qui s'en sont suivies, dans la Communauté du Pays d'Aix, alors que les Marseillais consomment dans cette zone commerciale, poussent des cris d'orfraie, on a du mal à les entendre. N'oublions pas qu'ils ont favorisé la politique antisociale, tout particulièrement sur le foncier et l'habitat, de Maryse Joissains. Je ne serai donc pas avec eux dans leur combat contre ce qu'ils appellent la "métropole marseillaise".

La Métropole n'est pas que marseillaise, loin s'en faut. Pourtant Mistral voyait pour cette ville un destin particulier. Laissons-lui la parole : « *La vilo de Marsiho emé si tres milo an de glori, si vaste port ounte li pavaïoun de touti li nacioun se tocon e frairejon, emé soun gou meravious que semblo lou mirau de la velo latino, Marsiho es apelado a devenir lou liame, lou fougau de la latineta e la capitalo de l'Emperi dou soulèu.* »

Hervé GUERRERA

1^{er} FORUM ARDÉCHOIS SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE :

Brevas

● Lo panèu "Goulajou Nòstra Dòna de las Landas" a Juesa.

Dans le cadre de la journée de protestation contre le projet de Notre-Dame des Landes, c'est à l'initiative du Partit Occitan et d'Europe Ecologie-Les Verts qu'à Joyeuse, en Ardèche, le panneau "Goulajou du Pendu" a symboliquement été débaptisé pour devenir "Impasse Notre Dame des Landes", ou encore en occitan "Golajon nòstra Dòna de las Landas". Gérard Leynaud, porte-parole du P.O.C a critiqué "un projet de bétonnage en règle" et Christian Moyersoen, pour EELV, a mis en exergue les obstacles juridiques à la réalisation de cet équipement. Le Dauphiné, pour la presse régionale, a bien répercuté l'événement et l'initiative des deux organisations réunies sur le terrain, précisant : "La commission d'enquête en charge des dossiers d'autorisation relatifs à la loi sur l'eau a émis des réserves sur l'absence de maîtrise foncière des porteurs de projets". G.L.

● Lei belei familhas per de projèts inutils.

M. Estrosi, maire de Nice, est un partisan sans concession de la LGV. Il milite pour une LGV immédiate de Nice au Muy. Non moins curieusement, le PCF est sur la même « ligne » et vote avec Estrosi pour un tel projet. M. Vauzelle est lui aussi pour un tel projet inutile et coûteux. Il recherche des fonds européens pour aller plus vite dans le financement de la ligne globale. Laissons de côté le préfet de Région qui découvre soudain la thrombose automobile et ses dégâts collatéraux. Triste constat : l'UMP, Le PS dans sa majorité, le PCF et la présidence de la Région en compagnie du préfet, se retrouvent dans une stratégie qui ne tient compte ni de la situation financière actuelle, ni de la priorité aux déplacements de proximité, ni d'une autre politique des énergies. Mais après tout, Notre Dame-des-Landes, après la LGV-PACA et l'EPR ne sont-ils pas l'illustration de l'échec citoyen et de la gabegie des finances publiques à la remorque des « grands » projets inutiles ? G.T.

● Les hausses les plus vives des loyers de marché

entre 2011 et 2012 concernant sans surprise Paris et la région parisienne : +5,6 % à Paris (soit un loyer moyen de 24,4 euros/m²), 5,4% à Argenteuil (16,1 euros/m²), +5% à Saint-Denis (15,4 euros/m²), +3,1% à Boulogne-Billancourt (21,2 euros/m²). **Les villes de province enregistrant les plus grandes hausses de loyers sont Toulon (+5,4 %, soit un loyer de 11,2 euros/m²), Besançon (+4,1%, mais qui avait enregistré une baisse de 3.7% entre 2010 et 2011, soit un loyer actuel de 9,9 euros/m² en 2012), Bordeaux (+3,3%, 12,7 euros/m²), Nice (+3%, 14,7 euros/m²).** R.G.

● Duel Chine - Etats-Unis - Europe.

On s'extasie sur les gains à l'Euro-Millions (170 M d'€ en France, 190 millions d'€ en Grande-Bretagne (record des gains). Même si on compare les gains à la loterie avec les autres pays, l'Europe est à la traîne. Qu'on en juge. Mega Millions Lottery aux Etats-Unis : 481 millions d'€ Mais le grand vainqueur selon le New York Times reste Wen Jiabao, premier ministre chinois qui aurait amassé 2.7 milliards d'€ pendant son mandat au China Corruption Milliards. Décidemment, ces chinois... G.B.

LE 13 ET 14 AVRIL 2013
À VILLENEUVE-DE-BERG.

Le 26 février 2011, de Berg (Ardèche) contre les projets d'exploitation du gaz de schiste des Total, Schuepbach et plus de 15 000 personnes manifestaient à Villeneuve autres. Aujourd'hui, la lutte des Collectifs anti-GDS se poursuit. Mais face aux campagnes médiatiques des pro-GDS ("Les Etats-Unis vont devenir bientôt les 1^{ers} exportateurs de gaz grâce aux GDS", "600 000 emplois ont été créés aux EU") relayées avec complaisance par les médias qui minorisent ou ignorent les risques, nous sommes conscients que nous ne pourrions gagner cette lutte à long terme que si nous construisons la Transition énergétique sur nos territoires.

Pour lancer le débat de la Transition énergétique le Collectif Ardèche en Transition est né. Les 13 et 14 avril 2013, Villeneuve-de-Berg accueillera le 1^{er} Forum ardéchois de la Transition écologique et énergétique. Pendant deux jours, les citoyens, les élus locaux sont invités à réfléchir à des sujets

essentiels pour notre avenir : quelles alternatives aux énergies fossiles et au nucléaire, les économies d'énergie, les ressources en eau, les déchets, ... mais aussi la précarité énergétique, la solidarité pour améliorer le vivre ensemble. Nous pourrions y entendre et voir des témoignages sur des expériences locales qui se développent ici et là.

En un mot, Quelle Ardèche pour demain ?

Nous ne pourrions tourner un jour la page des énergies fossiles et du nucléaire que si les citoyens prennent conscience que tout dépend d'abord d'eux. C'est ici et ailleurs que cette Transition indispensable doit devenir réalité. Pour une Ardèche plus économe, plus responsable, plus autonome. **Contact :** Collectif Ardèche en Transition, 39 rue Jean-Louis Soulavie - 07110 Largentière. Tél. : 04 75 36 72 83 ou 04 75 88 51 48.

GB

Lengas africanas en dangier

« Se vòli veire ma grand que parla pas anglés o se vòu dins lo vilatge ente sieu neissuda, vòli que mon pichon se sente pas estrangier dins sa propria familha. »

Es ansin que Solène Honorine(1) duerbe son reportatge sus l' Africa dau Sud lo dimècres 14 de novembre a un pauc mai de siès oras de matin sus la cadena de France Inter (2) .L' Africa dau Sud compta 11 lengas oficilalas : l'anglés, l'afrikaan(4), lo zolo(3), lo zwazi, l'ndebele, lo lesoto, lo sepedi, lo setswana, lo xitsonga, e lo tshivenda.

La jornalista nos ditz que leis Africans, e subretot la borgesia negra de Johannesburg, devon prendre de cors de lenga per ensenhar lei lengas oficialas a seis enfants(5). Solène Honorine es anada fincar son micro dins un cors de zoulou. Una frema qu'a menat son pichon raconta : « nòstra lenga se perde, coma volètz apreciar nòstra destinada, se sabèm pas d'ente venèm ? « Dau temps que lei mopsis repeton dificalament la leiçon de zolo, dins un canton l' i a una pichona de 14 ans que liege una revista, la jornalista s'avança e li demanda çò que fa aqui : Carmela (es son nom) ditz : « mei companhs parlan lei lengas dau sieu, me senti soleta, ieu ne'n parli ges ! »

Que se passa adonc dins lo pais, la rason vèn que l'anglés es de mai en mai present. L'anglés es la lenga deis affaires e de l'avançament social. Quatre-vints cinc dau cent de la populacion dau pais parla anglés o a quauquei coneissenças d'anglés, mai fau dire que dins lei townships se parla mau anglés. L'anglés sembla faire l'unitat dau pais, es la lenga de la comunicacion, mai es pas parlat dins lei campanhas, l'anglés es pas sa lenga !

Leis Africans qu'an pas pres lo trin de l'Africa « post-apartheid » se senton estrangier. La color de la pèu es pus çò que fa la situacion sociala. Adounc per que degun oblida son eiretatge, « fau que nautres, negres africans, parlessiam nòstra lenga », raconta la professor de zolo, que dins la vida es quadre dins una granda banca dau Cap. Persegui en disent que leis Afrikaners contunian de parlar l'afrikaan dins la vida vidanta e dins leis affaires, fau faire come elei.

« Me fa pena de veire que meis enfants que van veire la famiha que viu totjorn dins lei townships pòdon pas comunicar, es pas que leis amon pas, mai se comprenon pas !!! » L'Africa d'aqueu costat pòu èstre un modèl per nautres.

Joan Pau MARTIN

1- Journaliste à RFI : Radio France internationale./ 2- Le 6/7 animée par Eric Delvaux./ 3- Le zoulou (zolo) est la langue la plus pratiquée dans les foyers sud-africains suivi par le xhosa. Encyclopédie Wikipedia./ 4- En troisième place arrive l'afrikaan avec 14% de locuteurs maternels mais plus de 30% de locuteurs de seconde langue. Wikipédia, opus cité./ 5- L'article 6 de la constitution du pays « arc en ciel », l'Etat et les provinces doivent faire la promotion de langues parlées par les communautés vivant en Afrique du Sud : allemand, grec, gujarati, hindi, portugais, tamoul, ourdou, arabe, hébreu, sanskrit.

La régionalisation : on en a rêvé mais qui la fera ?

Débat : "Métropole"

Ce numéro est en partie consacré à la question de la métropole marseillaise et des questions qu'elle soulève. Après que Hervé Guerrera ait défendu sa vision d'une métropole différente du projet sarkoziste, partie de sa réforme territoriale, Robert Gago se prononce contre un projet métropole qu'il estime en contradiction avec le renforcement de la région qui est la base du combat occitaniste.

« On dit que la politique doit faire rêver pour intéresser les citoyens. De régionalisation nous avons un peu rêvé espérant qu'enfin la France se dirige vers un acte nouveau et fort en ce domaine, bien distinct d'une décentralisation assez proche des précédentes. Mais le réveil risque d'être difficile. Depuis quelques jours arrivent des messages négatifs. Le gouvernement semble se préparer à proposer une réforme « service minimum ». Le refus de choisir clairement la région comme la collectivité d'avenir est évident. Le président socialiste de l'Association des Régions de France s'en émeut et, au nom des présidents de régions, il dit dans une lettre au président de la République que les orientations annoncées ne correspondent pas à ce que le chef de l'Etat avait dit aux régions il y a quelques semaines à peine. Parmi

les messages négatifs, le Parti Occitan note par exemple le fait que les fonds européens seraient gérés à la fois par les préfets et par les régions. C'est une double gestion qui risque de créer de l'incohérence. Le refus de Marylise Lebranchu de se prononcer sur une collectivité propre au Pays-Basque montre aussi que l'on n'a pas trouvé encore le courage de s'opposer aux centralisateurs et recentralisateurs de tout poil. La ministre dit qu'elle n'a pas de « solution institutionnelle ». Mais ce qu'il faut c'est de la volonté politique, une solution politique.

Il faudrait aussi parler des futurs modes de scrutin. La proportionnelle ne coule pas de source au point d'inventer pour les départements des binômes (un homme /une femme) pour élire des conseillers départementaux. Quant à la fiscalité des régions elle risque de rester

maigre, chétive et inefficace. De quelles compétences élargies et de quels budgets revus à la hausse les régions pourraient-elles se prévaloir, dans un cadre départementaliste qui ne changerait pas et face aux divers niveaux administratifs actuels maintenus, voire renforcés pour certains ? Tous ceux qui rêvent de décentralisation vont avoir un réveil difficile si le gouvernement ne fait pas de vrais choix. La région est la collectivité qui est à la mesure de l'Europe et des enjeux économiques, écologiques, politiques auxquels nous sommes confrontés. Décentraliser, régionaliser, donner de vrais pouvoirs aux régions : on en a rêvé mais trouvera-t-on quel- qu'un pour le faire vraiment ? »

Le 24/11/2012 - Pour le Partit Occitan, David Grosclaude, Conseiller Régional Aquitaine. Président commission Langues Régionales de l'ARF- B. P. 31- 16270 Romasieras partitoccitan.org info@partitoccitan.org

➤ Non à la métropole centralisatrice, Oui à un vrai pouvoir régional !

« Au nom de « l'efficacité », quelques élus écologistes et régionalistes appellent à la mise en place d'une métropole marseillaise ("Enfin métropole marseillaise ou plutôt Provence Marseille, euh, Marseille Provence métropole, je ne sais pas bien encore comment on doit dire", dira Marylise Lebranchu), à oser la « métropole des citoyens ». Sur un constat des difficultés des habitants, ces élus essaient de nous convaincre que la solution miracle est la métropole. Comme le soulignait un internaute : « C'est vrai, vive la Métropole et remplaçons les élus par des sociologues, experts, urbanistes et autres. Les TER fonctionneront mieux, le tram ne sera plus rue de Rome, les bus de la RTM seront à l'heure, les rues seront propres, il fera bon vivre dans les cités, la L2 sera finie pour Noël, le chômage va disparaître, l'insécurité sera un mauvais souvenir, MPM ne s'installera pas dans sa tour magique... Que demande le peuple ! ».

Après le même raisonnement que pour la LGV PACA qui devait résoudre les problèmes de développement, de transport du quotidien et de santé en région, on assiste au même miracle annoncé ! Comme si nous avions oublié que pour nous, écologistes, il n'y a pas une solution mais des solutions. Le rôle qu'ils attribuent à la « métropole des projets » est en fait celui que l'on voudrait voir tenir à la Région, dotée de pouvoirs et de moyens maximisés. C'est ce projet de région que les signataires de ce texte ont abandonné au profit d'une métropole dans l'air du temps, moderne, poussée par les nouveaux Zorros du pouvoir central, singeant les effets de manche sarkosiens et qui n'hésitent pas à faire du chantage : « L'Etat, comme promis, financera les travaux d'infrastructures annoncés, comme la L2 et sur le port, mais n'investira plus rien tant que la gouvernance dans cette région ne sera pas transformée. Nous avons jusqu'à la fin de l'année pour nous mettre d'accord, pour que nous puissions respecter le calendrier législatif qui est de faire voter la loi avant mars 2013 ».

Ces élus appellent l'Etat à remédier aux problèmes régionaux alors que celui-ci en est partiellement la cause ; le manque de moyens réels de la Région est la cause du manque de cohésion des projets et crée l'espace pour les mégalomanies locales. « Et c'est l'Etat qui a fait l'Etat, qui est sur le port de Marseille-Fos, qui gère les hôpitaux, la recherche, la culture, la protection de la nature », dira le préfet Parant. Tout ce que pourrait faire (ou ne pas faire) la Région avec des moyens identiques à ceux de ses homologues européennes ; mais l'Etat centraliste veut bien octroyer plus de moyens à une métropole qu'il continuerait à contrôler à travers ses aides et ses liens partisans coutumiers, mais pas à une région aut centrée pour résoudre ses problèmes.

Que pourra faire la région, ce nain politique actuel, face à ce nouveau monstre qui pourra revendiquer la majorité de la population et donc le respect de la « démocratie ». De quelle démocratie parlons-nous ? De celle qui considérera les espaces ruraux (pardon, ça n'existe plus) comme des espaces (naturels) de loisirs et de détente pour les habitants de la métropole ? Ou des espaces d'expansion pour un certain nombre de projets à cacher ?

Vive l'Europe des métropoles solidaires reliées démocratiquement par des LGV pour tous !

Pour ma part, je reste fidèle à l'Europe des peuples et des régions solidaires. »

Robert GAGO

Pour des raisons indépendantes de notre volonté le n°129 est sorti avec retard de l'imprimerie ; ce qui explique le retard pris dans la diffusion du numéro présent. Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser.

J'adhère au Partit Occitan

Nom : Prénom :

Adresse :

Adhésion selon revenus : Moins du Smic : 15€

Moins de 1500€ : 30€ Plus de 1500€ : 50€

Chèque à l'ordre de « Partit Occitan »

Adresser à « Région Provence » BP2 - 84400 Gargas

➤ OCCITANIA : Volèm Viure Al Pais

La revista dau Partit Occitan - Formula novèla

Abonament 6 n° : 24€ - Sosten : 32€ e mai - 3n° : 13€ pour pouvoir l'apprécier.

Nom, Adreça :

Vos mandî çai-jonch un chèc de :euros. A l'òrdre de ADEO

Mandar a : Occitania /Hugues Jourde • 15 rue du Gamay • 81600 Gaillac • uc.jordil@yahoo.fr.

« Occitania » est un journal engagé qui vous permet d'avoir des informations culturelles, économiques, politiques diffèrentes. Si vous voulez le soutenir, abonnez-vous dès le prochain numéro.



■ IN MEMORIAM

« A peri tout entié, qué serviré dé neisse ! /Dieou, qué li vi tan lun, nou forgé pa per ren :

En mouren regrián ; l'ome, quan dispareisse, /Va pupla leis estèlo oou foun doou firmamen ! (...)

A périr tout entier que servirait de naître! Dieu, qui voit l'infini, ne nous créa pas pour rien : en mourant nous renaissions; l'homme qui disparaît va peupler les étoiles au fond du firmament. (...)

Nous avons retenu (cet extrait de) ce poème de Victor Gelu, le très grand poète marseillais, qui refuse l'impasse de la mort et réinvente sa religion, non pas pour parler de Dieu ou des curés, que Gélou détestait d'ailleurs, mais pour évoquer, Gérard, deux de tes passions la mer et notre belle et rebelle langue d'Oc. Oui nous sommes fiers Gérard que tu aies accepté de faire avec nous ce chemin compliqué, sinueux, tortueux de l'engagement pour une langue et un pays qui ne t'avait pas vu naître mais que tu aimais profondément et dont tu avais compris, finalement plus que tout autre, l'âme profonde.

Oui, c'est vrai Gérard, il sera désormais compliqué pour nous de passer par les Milles, ton village, sans avoir le cœur serré. Gérard quand nous entendrons le son de l'accordéon diatonique dans les balèts que tu savais si bien animer nous penserons à toi et tu seras avec nous. Car ce que tu nous as apporté, cette générosité, cette spontanéité, ton goût des autres, ces souvenirs, cette mémoire, nous les gardons et les garderons avec nous.

Alors, nous sommes ici rassemblés avec ta famille, tes enfants, tes proches, pour te dire ceci : Comme Gelu l'a fait avec ses mots et son génie poétique nous aussi nous refusons cette impasse. Gérard tu vivras avec nous les combats qui sont devant nous ! (...) Enfin Gérard je voudrais m'adresser à tes proches, à ta famille, à tes enfants à Lucie avec laquelle j'ai été en contact, pour leur dire combien ils peuvent être fiers de leur papa, de leur parent, de leur ami. Sa disponibilité, son écoute, son enthousiasme, sa gentillesse, sa capacité d'entraînement resteront gravés dans le cœur de ceux qui ont croisé le chemin de Gérard.

Nous sommes à présent dans le recueillement, mais au-delà de la tristesse, de la difficulté de ce moment il y a cette mémoire bien vivante. Elle est faite aussi bien de souvenirs que de choses à bâtir et qui intégreront à leur tour cette mémoire. Cette mémoire nous parle de la version locale, provençale occitane d'une humanité à laquelle nous nous rattachons toutes et tous ! C'était l'engagement de Gérard, un engagement humaniste, porteur d'espoir. Et cet espoir nous saurons, toujours avec lui, le faire vivre, le faire grandir au nom des générations futures et pour celles et ceux qui iront plus loin. "

Extraits du discours de Hervé Guerrera aux obsèques de notre camarade Gérard Bourgeat

... LE TERRITOIRE OUBLIE...

Dans son livre *Homo Economicus*, Daniel Cohen mène une réflexion sur le lien entre quête du bonheur individuel et la marche des sociétés. Il décrit l'impasse dans laquelle l'homme, la société et le modèle économique se trouvent. L'idée centrale du livre est que le bonheur par accumulation de biens matériels est une aberration. Il dénonce une société qui, guidée par une économie toute puissante devient de plus en plus compétitive et moins coopérative. Les biens visibles, signes extérieurs de la réussite sociale, aiguisent la rivalité entre les individus et ont pris le pas sur les biens invisibles qui donnent un sens à la vie. *Homo Economicus* sous-estime les biens invisibles. Il a du mal à atteindre le bonheur car il se compare à tous : il faut gagner plus que son entourage. La recherche de gratifications immédiates crée en lui un manque à combler inlassablement, et en fait un éternel insatisfait en conflit avec lui-même. Le bonheur selon Cohen, se trouve dans l'image que Marcel Proust décrit dans « A la recherche du temps perdu » : un rameur qui couché sur le dos au fond de la barque, la laisse dériver, admire le ciel, avec sur le visage l'expression du bien-être... Ce temps qu'on croit avoir perdu à des choses futiles est pourtant essentiel. Ce temps perdu est rejeté par *Homo Economicus* parce qu'il le trouve non rentable.

Daniel Cohen pense que le bon fonctionnement des sociétés doit s'associer à une prise en compte des comportements moraux des salariés. Il cite des

exemples qui montrent que « l'homme moral quitte la place quand l'homo Economicus y rentre ». On ne peut qu'être d'accord avec Cohen quand il dit que ce système économique a perverti les relations entre les humains et leur psychologie, et engendré ce type d'homme singulier. Mais n'oublions pas qu'il fait partie des économistes qui ont contribué à façonner le monde dans lequel on vit aujourd'hui. Il continue son étude des liens entre Bonheur et Economie, puis entre Morale et Economie en multipliant les voyages dans les siècles et les œuvres, en les survolant de façon superficielle. Il regrette que la citoyenneté européenne ne se soit pas développée davantage et pense qu'une Europe faible fait le lit des partis xénophobes et entraîne la tentation du chacun pour soi. Mais il devrait comprendre que si les citoyens étaient mieux représentés, peut-être adhèreraient-ils avec confiance à l'Europe. Ce qu'il nomme « chacun pour soi » est sûrement un mécanisme de défense vital pour l'individu à qui on demande de s'ouvrir au monde et en même temps d'oublier d'où il vient.

« Société et territoire » ne semble pas être le problème majeur de Daniel Cohen. Pourtant, il importe d'apporter des réponses à la question politique fondamentale : « Comment vivre ensemble avec nos différences, les faire respecter à l'échelon local, national et extranational, sans demander à l'individu de sacrifier ses racines culturelles ? ». Il ne faut pas oublier que c'est à travers sa propre culture, sa langue, son histoire que chacun apprend à voir et interpréter le monde, c'est

à travers elles qu'il faut agir et interagir. Comment dans un cadre mondialisé resituer et réanimer le local ? Ceux qui s'étonnent aujourd'hui de voir surgir les questions identitaires semblent ignorer que la mondialisation ne peut se limiter à l'extension planétaire du marché. **Plus le politique et l'économique se réduiront à la régulation bureaucratique éloignée des citoyens, plus les constructions identitaires prendront de l'importance. Culture et identité sont liées, la culture exprimant le pôle social et l'identité le pôle subjectif individuel. Elles ne sont pas des enjeux marginaux mais sont au cœur de toute dynamique sociale et donc politique...**

Le projet de l'aéroport de Notre Dame des Landes est le révélateur d'un Etat-Nation qui prend les décisions sans se préoccuper des conséquences humaines et écologiques. Les réactions méprisantes de deux ministres vis-à-vis de la souffrance des agriculteurs expropriés leur reprochant d'une part leur attachement à leurs terres et d'autre part, ce qui est sidérant, leur reprochant de ne pas adhérer à la vision internationale du projet, sont le symbole du fossé qui existe entre l'Etat et le citoyen. **Le territoire est nié.**

Eliane Robuski Martin

● **Andrieu Abbe - De la terra a la Tèrra, 135p. ill.** En occitan avec introductions d'articles en français, lexique, et précis sur la graphie et les choix linguistiques, préface d'Alain Barthélemy-Vigouroux. 10€ Disponible à l'Espace Occitan, 21, rue de l'Imprimerie, 05000 Gap, pour la somme de 12,50 € franco de port.

PANEUS DE COMUNAS REGION LIMOUSIN

REGION LIMOUSIN

Le collectage des panneaux des communes de l'espace occitan pour savoir quelles sont les communes qui ont un panneau en occitan et quelles sont celles qui n'en ont pas se poursuit. A l'heure actuelle, nous avons recensé plus de 6 300 communes. Voici la suite de l'état de nos recherches pour la Région Limousin. A ce sujet, vous pouvez consulter l'excellent site : [limosin.net](http://www.lemosin.net/signa01.htm) à la page <http://www.lemosin.net/signa01.htm>

19 - CORREZE : (suite) A noter qu'en plus d'Ayen qui a 2 panneaux en occitan sur la commune (Ayen et son hameau Ayen le Temple), une autre commune a 2 panneaux : Peyrelevade et son hameau le Rat.

87 - HAUTE-VIENNE : 202 communes - 202 ont été recensés. 20 panneaux en occitan. Nous avons toutes les photos de ces panneaux qui se trouvent d'ailleurs sur ce site.

Gilbert Brawanski

Lo Cebier n°130 La letra occitanista

Directeur de publication : Gérard Tautil
CPPAP : 0613P11518 - N° 130 - Dépôt légal : décembre 2012
Imprimerie Marim - Toulon

• Ont participé à ce n°130 : Gilbert Brawanski, Robert Gago, Hervé Guerrera, Gérard Leinaud, Jean-Paul Martin, Eliane Robuski Martin, Gérard Tautil.
• Photos : lo Cebier, divers.

❖ **Abonnements** : chèque à l'ordre de « Région Provence »
Adresse : Région Provence-Lo Cebier • BP2- 84400 GARGAS

❖ **Pour la librairie** :
Commandes : Lo Cebier BP 37 - 83870 SIGNES
Chèque à l'ordre de « Région Provence »
site : <http://locebie.free.fr>

Parce que je suis pour une presse politique occitane indépendante

• **NOM, Pichòt nom** :

• **Adreça** :

Je m'abonne/je me réabonne au CEBIER-la letra occitanista

► 5n° : 15€ - sosten : 20€ mai se podètz. - Per internet : 8€
Chèc a l'ordre de « Région Provence »

Adresser à :
Région Provence-Lo Cebier - BP 02 - 84400 GARGAS